

Unité départementale Anjou Maine
Pôle Économie Circulaire

Saint Barthélemy d'Anjou, le 17 janvier 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/01/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SUEZ RV Plastique Ouest

ZI Les Châtaigneraies
Landemont
49270 OREE D ANJOU

Références : EC-2022-37-INSP-SUEZ RV PLASTIQUES-Orée d'Anjou-RAP

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/01/2022 dans l'établissement SUEZ RV Plastique Ouest implanté ZI Les Châtaigneraies Landemont 49270 OREE D ANJOU. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La société SUEZ RV Plastiques Ouest exploite depuis 1997, sous couvert d'une autorisation du 4 avril 2000 modifiée le 31 juillet 2012, une usine de valorisation de déchets plastiques sur la commune de Landemont, commune déléguée de la nouvelle commune d'Orée-d'Anjou (49). Les matières plastiques recyclées sont essentiellement des films Agricoles Usagés (FAU) en polyéthylène et des films Post-Consommateur (FPC) en polypropylène. Le procédé de traitement des déchets plastiques comprend les étapes de déchiquetage, de lavage, de broyage, de séchage et d'extrusion-granulation. Les produits générés sont des granulés de plastiques, aptes à être utilisés notamment pour la fabrication d'emballages et de bâches agricoles.

L'exploitant a été autorisé le 31/03/2021 suite au dépôt d'un dossier concernant une demande d'extension de son activité de FPC. Depuis cette autorisation, le projet n'a pas été mis en oeuvre du fait de l'OPA de Véolia sur Suez. La direction de Suez Nouveau, nouvellement constituée doit statuer prochainement sur le démarrage du projet.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV Plastique Ouest
- ZI Les Châtaigneraies Landemont 49270 OREE D'ANJOU
- Code AIOT dans GUN : 0006302178
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : non

Les installations contrôlées sont les lignes de traitement des FAU et FPC.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- récolement de quelques prescriptions de l'arrêté préfectoral du 31/03/2021

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'article 4.1.2.a mentionne que le forage F1 doit être mis hors service dans l'année qui suit la notification de l'arrêté du 31/03/2021. L'exploitant déclare ne rien avoir mis en oeuvre à ce jour. Après échange avec l'inspection, l'exploitant s'est engagé à entreprendre les travaux de mise hors service au plus vite.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
Suivi du traitement des déchets	Arrêté Préfectoral du 31/03/2021, article Article 5.6	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er	/	
Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	
Valeurs limites d'émission de rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 31/03/2021, article 3.5.1	/	
Envois de matières plastiques	Arrêté Préfectoral du 31/03/2021, article 3.7	/	
Valeurs limites d'émission en sortie de bassin d'orage	Arrêté Préfectoral du 31/03/2021, article 4.5.2	/	
Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires individuelles	Arrêté Préfectoral du 31/03/2021, article 4.5.3	/	
Installations électriques - mise à la terre	Arrêté Préfectoral du 31/03/2021, article 7.4.7	/	
Protection foudre	Arrêté Préfectoral du 31/03/2021, article 7.5.1	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre au repreneur des boues de décantation les résultats analytiques de l'année 2021. La Dreal sera en copie du courrier adressé au repreneur.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er
Thème(s) : Risques chroniques, Registre des déchets entrants
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.</p> <p>Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none">- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :- la dénomination usuelle du déchet ;</p> <ul style="list-style-type: none">- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ; <p>c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none">- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; <p>d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none">- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
<p>Constats :</p> <p>Suez dispose d'un logiciel national nommé SAGE qui gère en partie le registre des déchets entrants et sortants.</p> <p>Le groupe travail avec son prestataire pour l'ajout de champ (n° SIRET, producteur, expéditeur, etc...) afin d'être en conformité avec l'arrêté ministériel du 31/05/2021.</p> <p>L'exploitant déclare travailler à la récupération des données des champs manquants.</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de la tenir informée lorsque le registre des déchets sera opérationnel.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, registre des déchets sortants
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date de sortie de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none">- la date de l'expédition du déchet ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :- la dénomination usuelle du déchet ;</p> <ul style="list-style-type: none">- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ; <p>c) Concernant l'origine du déchet :- l'adresse de l'établissement ;</p> <ul style="list-style-type: none">- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none">- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; <p>e) Concernant la destination du déchet :- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;</p> <ul style="list-style-type: none">- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
<p>Constats :</p> <p>Suez dispose d'un logiciel national nommé SAGE qui gère en partie le registre des déchets entrants et sortants.</p> <p>Le groupe travail avec son prestataire pour l'ajout de champ (n° SIRET, producteur, expéditeur, etc...) afin d'être en conformité avec l'arrêté ministériel du 31/05/2021.</p> <p>L'exploitant déclare travailler à la récupération des données des champs manquants.</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de la tenir informée lorsque le registre des déchets sera opérationnel.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Valeurs limites d'émission de rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2021, article 3.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets canalisés
Prescription contrôlée : Les émissions à l'atmosphère en sortie des extrudeuses respectent les VLE ci-après, mesurées sur des échantillons représentatifs des rejets correspondant à une activité normale de l'établissement et des équipements concernés : - Poussières : 20 mg/Nm3 - COV : 20 mg/Nm3
Constats : L'exploitant a présenté les résultats des mesures de rejets atmosphériques de la campagne du 22/7/2021. Les résultats sont conformes.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Envois de matières plastiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2021, article 3.7
Thème(s) : Risques chroniques, Envois de matières plastiques
Prescription contrôlée : Afin de prévenir les envois, les alvéoles de stockages extérieurs de déchets de matières plastiques en vrac (celles recevant des matières plastiques en balles sont exemptées) disposent de filets anti-envois. L'installation met en œuvre des dispositions pour empêcher les envois de déchets notamment lors de leur chargement/déchargement. Toutes les dispositions nécessaires sont prises (capotage, bâtiments fermés, nettoyage du sol, grille à mailles ou filtre sur réseau, ...) pour éviter la dispersion et l'entraînement des fines ou paillettes plastiques sur les voies de circulation du site, dans le réseau d'eaux pluviales, et dans l'environnement. Par exemple, les bennes de récupération des paillettes ou fines plastiques sont capotées. L'exploitant s'assure de l'efficacité des mesures prises en réalisant un programme de surveillance des installations à chaque évolution significative du process. A titre d'exemples de mises en place possibles : > capotage ; > fréquence des opérations de nettoyage au sol; > aspiration ; > filtration au niveau des canalisations, en sortie déshuileur/débourbeur, en sortie de rejet d'eau vers le milieu extérieur; Dans le cas où les dispositions prises n'apparaissent pas suffisantes, il définit un nouveau plan d'action visant à éviter une pollution par les envois et la dispersion de matières plastiques et le tient à disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant déclare qu'une procédure est mise en place. Les magasiniers sont chargés de récupérer les envois de déchets à une fréquence au moins hebdomadaire, et plus en cas de nécessité (intempéries). Les dates de nettoyage sont tracées sur un fichier.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Valeurs limites d'émission en sortie de bassin d'orage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2021, article 4.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eau en sortie de bassin d'orage
Prescription contrôlée : À minima, la qualité des rejets respecte les caractéristiques ci-après : <ul style="list-style-type: none">- 5,5 < pH < 8,5- MES : 30 mg/l- Hydrocarbures totaux : 10 mg/l- Azote total : 30 mg/l- Phosphore total : 2 mg/l
Constats : Les mesures sont réalisées annuellement. L'exploitant a présenté les résultats d'analyses de la campagne de mai 2021. Les résultats sont conformes.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires individuelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2021, article 4.5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux industrielles résiduaires
Prescription contrôlée : Les eaux résiduaires industrielles (y compris les eaux issues de la décantation des boues) sont rejetées après traitement. Les installations de traitement des effluents sont conçues de manière à tenir compte des variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations. Les effluents respectent les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies : <ul style="list-style-type: none">- Débit maximum instantané : 1,5 m³/h- MES : 30 mg/l- DCO : 90 mg/l- DBO5 : 30 mg/l- Azote globale (NGL exprimé en N : 30 mg/l- Phosphore total : 2 mg/l- Hydrocarbures totaux : 10 mg/l- Pesticides totales : 0,5µg/l- Pesticides par substances individuelles : 0,1µg/l
Constats : L'exploitant réalise un suivi analytique mensuel, bien que son arrêté préfectoral impose une fréquence trimestrielle. Les résultats présentés par l'exploitant sont conformes pour la campagne de 2021.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Installations électriques - mise à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2021, article 7.4.7
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle électrique
Prescription contrôlée : La mise à la terre est. effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle du paratonnerre éventuel. Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles. Dans les zones où peuvent apparaître des atmosphères explosibles, les installations électriques sont réduites aux stricts besoins nécessaires. Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques. Une vérification des installations électriques et des mises à la terre des masses métalliques est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne explicitement les défauts relevés dans son rapport. Les mesures correctives sont prises dans les meilleurs délais et tracées.
Constats : Le suivi des contrôles électriques est réparti sur 4 salariés. L'exploitant a présenté un rapport de Bureau Veritas daté du 2/7/2021 Le rapport ne mentionne pas de non-conformité récurrente.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Protection foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2021, article 7.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Protection foudre
Prescription contrôlée : Les protections font l'objet d'une vérification complète dans les 6 mois qui suivent leur mise en service, par un organisme tiers de l'installateur, puis tous les 2 ans. Un contrôle visuel est réalisé tous les ans. Les impacts de foudre enregistrés donnent lieu à une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés, dans un délai d'1 mois après leur survenu. La remise en état éventuelle est réalisée dans le mois qui suit. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et maintenance et sont réalisées conformément à la norme en vigueur. L'exploitant dispose de l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de: maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.
Constats : L'exploitant a présenté un rapport de l'Apave daté de décembre 2020. La vérification complète conclut à la conformité des installations. La vérification visuelle du 15 novembre 2021 conclut également à la conformité.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Suivi du traitement des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2021, article Article 5.6
Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité du transport, valorisation et élimination des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant assure la traçabilité des opérations de transport, de valorisation et d'élimination de l'ensemble déchets, et en particulier le registre chronologique de suivi des déchets dangereux (nature, tonnage, filière de traitement, etc.) .</p> <p>Concernant les boues de décantation issues du lavage des films agricoles, celles-ci sont analysées mensuellement. Sur la base de ces analyses, les boues sont dirigées vers une filière de traitement ad hoc. Dans le cas où ces boues sont enlevées par un tiers repreneur pour valorisation dans le cadre de l'article L. 541-32 susvisé du Code de l'environnement, l'exploitant précise dans un registre participant à la traçabilité précitée :</p> <ul style="list-style-type: none">• les quantités de boues enlevées et traitées ;• les dates d'enlèvement ;• le type de valorisation ;• la nature du déchet sortant (le code déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement) ;• le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;• le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié ;• la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;• le nom, l'adresse et le cas échéant le numéro SIRET de l'installation destinataire finale ;• les parcelles réceptrices et leurs surfaces. <p>Les résultats analytiques sont transmis au repreneur avant tout enlèvement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le registre des boues sortants du site.</p> <p>Un agriculteur local récupère les boues pour les mettre à disposition d'autres agriculteurs sur une plateforme de son exploitation.</p> <p>Les boues de décantation sont valorisées en terres agricoles ou en comblement de tranchées, mélangées avec du sable, dans le cadre de travaux publics (contrat de prestations de valorisation des boues de décantation du 18/01/2019).</p> <p>L'exploitant a également présenté un tableau mentionnant les agriculteurs destinataires finaux des boues (nom, adresse, n°parcelle, surface d'épandage).</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre les résultats 2021 des boues de décantation au repreneur par courrier et mettre la Dreal en copie de cet envoi.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale